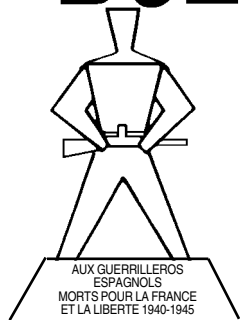


# BULLETIN D'INFORMATION



J.O. N. 64 NC. DU 22-7-1976

INTERIEUR

## DE L'AMICALE DES ANCIENS GUÉRILLEROS ESPAGNOLS EN FRANCE (F.F.I.)

**Siège Social : 27, rue Emile Cartailhac - 31000 TOULOUSE - C.C.P. 1491-76 P Toulouse**

TRIMESTRIEL (4<sup>e</sup> trimestre)

**N° 100 - 0,46 €**

Directeur de la publication : FARRENY Henri

Parution le 31 décembre 2005

Déclaration de dépôt faite à la Préfecture de la Haute-Garonne. Inscription à la Commission paritaire n° 1633D73 - I.S.B.N. 0295-2467

### Pour nos idéaux

## BONNE ANNEE 2006

Tel est le souhait que le Bureau de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France-FFI vous adresse, à vous tous, chers adhérents et amis, et que la santé accompagne le bonheur au sein de vos familles.

Cette année 2006, sera aussi celle du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'agression franquiste contre le gouvernement légal de la République espagnole avec le déclenchement de la dite « Guerre d'Espagne » (1936-1939). Cette guerre, presque effacée des mémoires à force d'amnésie programmée, par ceux-là même qui n'avaient pas, en « 36 » voulu voir en Franco un Hitler ibérique, pour mieux lui conférer le statut de rempart contre tous les « rouges » en lui facilitant, grâce à la « non intervention », la victoire sur l'armée républicaine.

Nous savons, et nous n'oublions pas, ce qu'il advint au peuple d'Espagne, et les difficultés que rencontrèrent les « exilés », en France, en février 1939.

Combattants dans la lutte anti-fasciste sur le sol d'Espagne, ils le furent aussi nombreux au sein de la Résistance française, ayant contribué, ainsi, à la Libération de la France du joug nazi.

Depuis 1975, l'Espagne s'est débarrassée de la dictature qui ensanglanta le pays pendant près de quarante années. La monarchie constitutionnelle, a, pour l'essentiel, rétabli le pays dans le camp des démocraties. Mais avec la parole et la pensée retrouvées, il apparaît aussi, comme par ailleurs, camouflé derrière le masque de la réconciliation, le même danger du révisionnisme et du négationnisme. La vigilance pour que la mémoire soit retransmise dans son intégralité, sans concessions et dans la plus stricte vérité, doit être de tous les instants pour que nul n'ignore ce que fut la guerre du peuple espagnol contre le fascisme, intérieur et extérieur, entre 1936 et 1939, comme non plus le combat mené sur le sol français et partout où se trouvèrent les républicains espagnols.

L'Histoire, comme en 1936, ne concerne pas seulement l'Espagne. En 2006, lever le voile sur le passé et mettre en lumière les souffrances et les injustices infligées aux républicains espagnols, c'est mettre en lumière, aussi, leur combat pour la Liberté de tous.

**Narcis Falguera**  
président de l'Amicale  
Prades, décembre 2005



### Vœux 2006

Mes souhaits les plus sincères :  
Que le bonheur soit sur la terre,  
Qu'on bannisse la guerre,  
L'esclavage et la misère,  
Pour un monde solidaire.

Ce jour-là, toutes les hirondelles  
A l'unisson battront des ailes,  
Pour annoncer l'ère de paix  
A toute l'Humanité.

**Jaume Olives**  
Monclar d'Agenais, décembre 2005

### Cent bulletins pour la mémoire des guérilleros <sup>(1)</sup> et résistants espagnols

En 1976, voici 30 ans, paraissait le n° 1 du présent bulletin. Pourquoi en 1976 seulement ?

Le 30 mai 1945 fut créée l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols, avec pour président le général Luis Fernández Juan (« Sergio », « General Luis », commandant en chef de la Agrupación de Guerrilleros Españoles au moment de la Libération). Le bulletin de liaison s'appelait alors *Nuestro Combate*.

(suite en page 2)

### Sommaire

Cent bulletins pour la mémoire des guérilleros et résistants espagnols . . . . .	1-2	Cotisations . . . . .	8
De Berlin : salut cordial aux guérilleros . . . . .	2	Avis de décès . . . . .	8
Aux anciens guérilleros espagnols . . . . .	3	La guerrilla en 1945. Proceso a dos jefes guerrilleros : Ramón Vías y Alfredo Cabello Gómez-Acebo . . . . .	9
Deber de memoria . . . . .	3-4	Censo de guerrilleros y colaboradores de la agrupación guerrillera de Málaga-Granada. . . . .	9
Messages de personnalités . . . . .	4	La guerra en singular . . . . .	9
1936-2006 . . . . .	5	La vie d'un réfugié espagnol en Cévennes . . . . .	10
Espagne : les enjeux de la mémoire rouge . . . . .	5	L'Europa de Franco . . . . .	10-11
Espejo rojo . . . . .	5	Boléro-Paprika : une page noire de l'Histoire de France . . . . .	11
La Madeleine . . . . .	6-7	Les Guérilleros espagnols en Bretagne . . . . .	12
A Caixas . . . . .	7	« La poesía es arma cargado de futuro » . . . . .	12
Mémoire de l'Espagne Républicaine . . . . .	7		
Manuel Bravo Silvares <i>Mariño</i> . . . . .	8		

## Cent bulletins pour la mémoire des guérilleros <sup>(1)</sup> et résistants espagnols

(suite de la page 1)

Mais en 1950, la Guerre Froide s'installe... Début septembre, le gouvernement français déclare dissoutes un ensemble d'organisations antifranquistes de France, dont l'Amicale des Anciens FFI et Résistants Espagnols. Une rafle, baptisée par la police « *opération Bolero-Paprika* » (voir article page 11), vise à expulser un peu plus de 400 antifascistes étrangers. Parmi eux se trouvent beaucoup d'anciens résistants, la plupart espagnols, dont Luis Fernández Juan, Joán Blázquez Arroyo (« *general Cesar* ») et Vicente López Tovar (tous trois chevaliers de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palme et médaillés de la Résistance). En pratique, au 9 septembre 1950, la police comptabilise 177 arrestations d'Espagnols. Ceux qui échappent à la rafle (parmi eux une soixantaine d'Espagnols, dont Luis Fernández Juan et Vicente López Tovar) sont astreints à la clandestinité.

Conséquence de ce mauvais coup : nombre de résistants espagnols n'ont obtenu leur carte de Combattant Volontaire de la Résistance qu'avec beaucoup de retard : 30 ans après ou davantage. Certains qui l'attendaient sont morts sans l'avoir. D'autres ont renoncé à la demander.

Car ce n'est qu'un quart de siècle plus tard, que l'association a pu se reformer légalement, sous le nom de : **Amicale des Anciens Guerrilleros<sup>(1)</sup> Espagnols en France FFI**

(J.O. n° 64 du 22 juillet 1976). Que de temps perdu dans la défense des droits matériels et moraux de ces justes !

Dans le Comité de Parrainage de 1976 figuraient : Jean Cassou (Compagnon de la Libération), Jacques Chaban-Delmas (Compagnon de la Libération), Gilbert De Chambrun, Henri Duvillard, Léo Hamon, Serge Ravanel (Compagnon de la Libération), Alain Savary (Compagnon de la Libération). Mais il a fallu encore beaucoup de mobilisations et de démarches pour que l'autonomie de la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* pendant la Résistance soit reconnue et que l'Amicale soit traitée comme une association d'anciens combattants à part entière.

Le 5 juin 1982, à Prayols (Ariège) a eu lieu l'inauguration du « *Monument à la gloire des guérilleros espagnols morts pour la France et la liberté* » en présence d'Alain Savary, devenu alors ministre. En octobre 1994, la visite à Prayols de, ensemble, François Mitterrand, président de la République française, et Felipe González, chef du gouvernement espagnol a marqué une étape supplémentaire de reconnaissance du rôle des résistants espagnols.

Néanmoins, leur histoire n'a pas encore obtenu toute l'attention qu'elle mérite, Ce bulletin est, depuis 30 ans, un outil de l'Amicale, pour contribuer à ce devoir collectif de mémoire.

**Henri Farreny**

<sup>(1)</sup> Précision orthographique (on nous interroge parfois) : « *guerrillero* » est le mot espagnol ; en français, quoique cela puisse paraître bizarre (puisque l'on écrit « guerre »), le mot retenu par les dictionnaires est « *guérillero* » (de même : « *guérilla* » et « *guerrilla* »).

### De Berlin : salut cordial aux guérilleros — De Berlín : saludo cordial a los guerrilleros

## Aus Berlin : ein herzlicher Gruß an die Guerrilleros

Nous, « *Kämpfer und Freunde der Spanischen Republik* » (KFSR, association allemande des Combattants et Amis de la République Espagnole), saluons fraternellement l'**Amicale des anciens guérilleros espagnols en France-FFI**. Nous rassemblons des vétérans qui ont défendu la République espagnole, des amis, des descendants. Nous voulons honorer et garder vivants leur histoire et leurs idéaux.

Nous pensons organiser différentes manifestations pour commémorer le 70<sup>e</sup> anniversaire du début de la guerre d'Espagne. Nous prévoyons notamment de venir en groupe (une quarantaine de personnes) à la mi-avril 2006, en Terra Alta, région catalane où eut lieu la bataille de l'Ebre, et en Ariège, région où les guérilleros espagnols et les maquisards français luttèrent durement contre les occupants fascistes allemands. En particulier nous nous rendrons devant le monument national pour les Guérilleros de Prayols ainsi qu'à l'ancien camp de concentration du Vernet d'Ariège où furent enfermés (et continuèrent à lutter) des milliers de brigadistes internationaux dont de nombreux antifascistes allemands.

Dans le cadre du projet « Terre de Fraternité » qui réunit des collectivités territoriales et associations d'Espagne, de France et d'Allemagne, nous pensons organiser des randonnées sur les « Chemins des Guérilleros et Maquisards » en Ariège et aussi au Sud des Pyrénées. Nous espérons pouvoir faire venir surtout des jeunes, pour qu'ils entrent en contact avec cette histoire de l'Europe des peuples.

Chers amis et camarades de l'Amicale des anciens guérilleros espagnols en France, nous nous sentons très unis à vous dans nos efforts communs pour la mémoire antifasciste. Nous savons que votre combat fut rude après la Libération et jusqu'à aujourd'hui. En France comme en Espagne et en Allemagne, nous devons lutter contre l'amnésie, l'occultation les tentatives de manipulation de notre histoire et poursuivre notre lutte globale pour la paix et la justice sociale. A tous, vétérans en tête, bonne santé et meilleurs vœux pour 2006. *¡Un fuerte abrazo y hasta pronto !*

En nombre de KFSR, **Jordi Banqué<sup>(1)</sup>**

*fiel hijo de guerrilleros resistentes FFI,*

*expulsados de los Pirineos Orientales, en septiembre 1950, y enterados en tierra alemana por jamás haber renunciado a la lucha contra el fascismo internacional, la dictadura franquista, y por la paz y la justicia social.*

(1) Fils de Bautista Banqué (appelé dans la Résistance FFI, *Rosendo Marti Iturmendi*), arrêté le 7 septembre 1950 par la gendarmerie de Perpignan, il figure sur la « *liste des individus espagnols dirigés sur les frontières de l'Est* ». Documents de l'Opération Boléro-Paprika, Archives Nationales de France, Paris, document F/7/16114 [Note de la rédaction].

# Aux anciens guérilleros espagnols

par le général Michel Roquejeoffre <sup>(1)</sup>

Ce numéro de votre bulletin est le 100<sup>e</sup>. Il va paraître 30 ans après le numéro 1. Cela traduit une grande constance et beaucoup d'énergie dépensée pour perpétuer le souvenir de votre engagement dans le combat contre l'occupant allemand. Depuis ce numéro 1, nombreux sont vos compagnons qui, l'âge venant, ont disparu. Leurs fils et leurs filles prennent le relais. C'est indispensable pour que perdure votre lutte pour la Paix et la Liberté.

Cependant, il est primordial qu'aussi, les autres français se souviennent.

Évidemment, de vous, Guérilleros, qui venant de lutter pendant trois ans pour rétablir la liberté dans votre pays, spontanément, alors que rien ne vous y obligeait, avez repris les armes, aux côtés des Français, pour libérer notre sol national.

Mais aussi, de tous vos compatriotes qui ont participé à cette victoire contre les nazis.

Ceux qui, dès 1940, se sont engagés dans la Légion Étrangère, ou la 2<sup>e</sup> DB, combattant pendant toute la guerre de Narvik à l'Allemagne en passant par la Tripolitaine, la Tunisie, la Provence et la Normandie, étant les premiers à rentrer dans Paris.

Ceux qui employés dans les compagnies de travailleurs étrangers sur la ligne Maginot, ont été faits prisonniers et déportés à Mauthausen où plus de cinq mille perdirent la vie.

Ceux qui ont été parmi les premiers à constituer des réseaux de passeurs, dans tout le massif pyrénéen, certains pris par les Allemands, fusillés ou déportés.

Ceux qui ont rejoint les FTP MOI, les maquis du Sud Ouest, du plateau des Glières ou du Vercors.

Ceux qui, dans les bataillons « Guernica » et « Libertad » ont combattu dans la poche de Royan.

Tous, à travers la mort et les blessures au combat, les souffrances dans les camps, simplement le courage, vous méritez notre admiration et notre reconnaissance.

Aujourd'hui, se souvenir ne suffit pas.

Par respect pour ces hommes et ces femmes venus d'Espagne, nous avons maintenant, le devoir de transmettre aux jeunes générations ce que fut leur vie, leur action, leur sacrifice suprême. Leur dire qu'ils défendaient des valeurs universelles sans lesquelles nous ne pourrions pas maintenant vivre en paix, et convaincre ces jeunes de lutter, à leur tour, pour que ces événements de 39-45 ne recommencent pas.

<sup>(1)</sup> ancien chef d'état-major de l'armée française lors de la première guerre du Golfe.

## Deber de memoria

par Ludivina García Arias

presidenta de la Asociación de Descendientes del Exilio español

La Asociación de Descendientes del Exilio español felicita al *Bulletin d'Information de l'Amicale des Anciens Guérilleros espagnols en France (F.F.I)* por la labor de información y de difusión que ha venido realizando en recuerdo de la gesta por la Libertad en Francia y en España que protagonizaron los Guerrilleros Republicanos españoles. Felicita por tanto a todas las personas que a lo largo de estos años, han contribuido con su esfuerzo cotidiano, con su tiempo libre, a que no nos olvidemos de esos hombres y mujeres sencillos y a la vez héroes de la Democracia.

Deber de memoria cumplido, sin duda, por el Bulletin, por sus redactores, por los protagonistas de aquellas hazañas que nos siguen ofreciendo sus testimonios para que no olvidemos. A esa batalla contra el olvido entregaron su vida muchos de los compañeros de los luchadores por la Libertad y de las víctimas. A ellos, y a ellas, también debemos nuestro reconocimiento porque a lo largo de estos años han sido los portadores, los transmisores de esa memoria lo que contrasta lamentablemente con el silencio que en mayor o menor grado han guardado los distintos gobiernos de la democracia española.

La Asociación de Descendientes del Exilio español tiene entre sus fines conservar y difundir la memoria de la II República y del Exilio. Es un deber de cada uno de nosotros hacia los republicanos, como debe serlo de las organizaciones políticas y sindicales a las que ellos pertenecieron. Estamos obligados, los primeros, a reconocer su valor y transmitir estas memorias. Es un deber legítimo y necesario.

Estamos obligados también a exigir al Estado, al Gobierno, al Parlamento, que se reclaman – que son – expresión de la Democracia, la elevación y la extensión de ese deber de memoria, de reconocimiento, de conmemoración a la sociedad en su conjunto. Lo decimos superando las eventualidades políticas y mirando -no al pasado histórico- sino al presente. Es además necesario para preparar el perfil del futuro social de las generaciones. El pasado no está formado sólo por hechos « ya pasados » sino también por sentimientos de pertenencia colectiva que se prolongan en el presente y fecundan el futuro, que es el pasado aún vivo, del que estamos hechos.

¿Es suficiente el recuerdo para reparar la injusticia? ¿Han tenido justicia nuestras víctimas? ¿Tenemos nosotros derecho a ser los portavoces de esa reclamación de justicia? ¿Estamos cortocircuitando el trabajo de memoria al pedir una reparación? En España la conciencia sobre los hechos traumáticos de ese pasado reciente se ha convertido en una necesidad cada vez más relevante. Y sin embargo, una parte de la sociedad española tiene todavía dificultades para recordar o conocer lo sucedido, lo que ha servido como argumento para justificar el olvido y dar campo libre a los llamados *revisionistas* de la historia del franquismo.

Nosotros pensamos que el Estado debe fundamentarse en la voluntad colectiva de vivir juntos, que es la base de la ciudadanía y de la sociedad civil y que entre sus funciones están las mediaciones institucionales del lazo social. No queremos eludir ni ocultar la complejidad de lo sucedido en ese

(suite en page 4)

# Deber de memoria

(suite de la page 3)

pasado reciente, puesto que fueron complejos y dramáticos los momentos y las situaciones a las que debieron enfrentarse nuestros padres. Pero hay una deuda que nos obliga a no olvidar : *la defensa de los valores de la libertad y del progreso social que encarnó la II República por los Republicanos y su resistencia frente a la barbarie fascista y nazi.*

Sin el reconocimiento civil y penal (no sólo formal sino real), en las estructuras institucionales, sin la reparación de los daños sufridos por quienes combatieron por el progreso y la libertad de todos : los combatientes, quienes resistieron, los deportados, los perseguidos, las víctimas civiles de la guerra y la represión, los exiliados, no es posible olvidar ni perdonar.

El tiempo transcurrido desde la aprobación de las leyes de Amnistía no lo ha conseguido porque no se han dado estas bases desde que España se dotó, de nuevo, de un sistema democrático. Las medidas de la Amnistía permitieron tan sólo la reinserción profesional y social de los vencidos siguiendo el principio de igualdad constitucional entre los españoles y en algunos casos tras tensiones con cuerpos y organizaciones corporativas originados en la dictadura. Se mantuvo la mayor parte de la simbología de la dictadura y la Memoria de los vencidos se conservó en los ámbitos familiares, asociativos y de los partidos políticos y... en la oscuridad y complejidad administrativa de los archivos militares y de seguridad. Si existieron medidas de dignificación y reconocimiento, procedieron normalmente de actuaciones puntuales e individuales por parte de determinados alcaldes, ministros o presidentes autonómicos, especialmente sensibles.

Si no hubo una política de Deber de Memoria desde el Estado, podríamos entonces hablar de un delito institucional de silencio. Hasta hace poco existió una intención de olvidar que se hizo evidente, superados los años complicados y delicados de la reforma de las fuerzas armadas y de seguridad, de la lucha contra el terrorismo y de la construcción autonómica. Se fue generando de esta manera un sentimiento de amargura y frustración porque, sin duda el apoyo más sólido, fiel y esperanzador que recibieron los gobiernos progresistas de aquella época procedió justamente de los viejos luchadores de la Libertad y de sus familias, dentro y fuera de España, que aguardaron pacientemente a las medidas de dignificación reconocimiento y reparación, sin pedir las expresamente.

Cuando comienzan a darse algunos pasos importantes desde el nuevo Gobierno socialista, - que nos acercan a las

medidas de reparación y dignificación existentes en los países europeos de nuestro entorno, como la creación de la Comisión Interministerial para el estudio sobre la situación de las víctimas del franquismo y la dictadura o la participación del Presidente de Gobierno en la conmemoración de la liberación del Campo de Mauthausen, reaparecen de nuevo los argumentos de miedo, de peligro o de interés utilitario, cuando se razona que hay otras medidas legislativas o gubernativas que tienen prioridad, o cuando se insiste en la existencia de un "bando" republicano junto al otro "nacional", atribuyéndole a uno y otro las mismas consideraciones morales.

Tras largos meses de silenciosa deliberación, el Presidente de Gobierno ha anunciado la presentación, en los próximos meses, al Congreso de los Diputados del informe de la Comisión Interministerial para el estudio sobre la situación de las víctimas del franquismo y la dictadura y de un Proyecto de Ley con medidas para las víctimas. La noticia nos satisface, a pesar de desconocer los contenidos del informe y del proyecto de ley, pero hay que señalar que las promesas incumplidas de reconocimiento y de solidaridad, pueden alimentar sentimientos colectivos de no pertenencia, de desconocimiento, humillación, y desprecio.

En todo caso, el Deber de Memoria va más allá de la adopción de medidas puntuales. Es, como se dijo líneas atrás un deber de conmemoración a la sociedad en su conjunto. Sería un error individualizar de nuevo en las personas, asociaciones o en colectivos concretos una responsabilidad que también y sobre todo es de la sociedad española en su sentido amplio y del Estado. La experiencia de países de nuestro entorno aboga por la permanencia y la continuidad de estructuras institucionales arropadas por el asesoramiento de entidades y personas de reconocido valor intelectual y moral. El paisaje geográfico-histórico de las tumbas y fosas de los muertos en combate por la Libertad o debido a la represión no es sólo un asunto familiar o una competencia municipal. Se trata de Lugares de la Memoria colectiva de España que deben ser investigados, protegidos, cuidados y dignificados desde el Estado central o autonómico.

**Ludivina García Arias**<sup>(1)</sup>

presidenta de la

Asociación de Descendientes del Exilio español

(1) Ancienne députée (PSOE) des Asturies

## MESSAGES DE PERSONNALITÉS

**A** l'occasion de la parution de ce 100<sup>e</sup> bulletin de l'Amicale, M. Daniel Latapie, ancien résistant qui a bien connu les guérilleros sous l'Occupation, ancien correspondant pour la Haute-Garonne du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, nous a fait part de sa très grande sympathie. ♦ De même nous avons reçu deux courriers chaleureux de M. Gérard de Clarens, président du Comité Départemental [Hautes-Pyrénées] de la Résistance pour l'Histoire et le Souvenir. M. de Clarens, ancien commandant militaire de la frontière à l'automne 1944 pour les Hautes-Pyrénées a participé au Colloque de Pau (voir n° 99) où il a rappelé avec émotion avoir été déclaré « membre d'honneur de la Unión Nacional Española ». A ce sujet il nous a envoyé copie d'une lettre émanant du Comité UNE de Lourdes, en date du 9 novembre 1944, ainsi que des copies de documents précieux relatifs à la UNE et à l'Alliance Nationale de Catalogne datant de janvier 1945. ♦ Le professeur Bartolomé Bennassar, auteur d'un livre contesté en Espagne comme en France (voir n° 97) nous a adressé le billet suivant : « *La récupération de la mémoire historique, qui suscite aujourd'hui à la fois recherches et controverses en Espagne, est aussi d'actualité en France car les fils et filles des républicains espagnols réfugiés de 1937 à 1939, voire leurs petits-enfants, détiennent de très nombreux documents : lettres, relations, photos, objets, pièces administratives. Une correspondance abondante m'en a convaincu ces derniers mois et plusieurs publications récentes, quelques films aussi, le démontrent. Il faut donc souhaiter que le projet cher à José Jornet, la création d'un Mémorial de la République Espagnole, se réalise au plus vite. Midi Pyrénées est sans doute la région la mieux placée pour une telle réalisation. Observons qu'un peu partout en France des initiatives collectives signalent que les temps sont venus. A titre d'exemple : la publication toute récente de Gabrielle García et Isabelle Matas, La Mémoire retrouvée des Républicains espagnols. Paroles d'Exilés en Ille-et-Vilaine, Éditions Ouest-France, Rennes, 2005* ».

## 1936 - 2006

**P**our les Français que nous sommes, le souvenir de 1936 est paradoxal. En France la victoire du Front Populaire, en Espagne le début d'une guerre horrible dont les conséquences engendreront des décennies de déchirements.

Un Front populaire dont la réussite sera vite entachée par la politique de non-intervention qui, malgré les solidarités et les engagements des plus combattifs, pèsera lourd dans l'installation de l'horreur franquiste.

La guerre finie, Hitler et Mussolini vaincus, il nous semblait impensable que la dictature franquiste, pas plus que celle de Salazar au Portugal, puisse perdurer longtemps. Et pourtant. La chape de plomb ne se fissurait pas.

C'est ainsi que, militant à Toulouse où je résidais désormais je fus sollicitée, peu de temps après l'assassinat de Julian Grimau, pour participer à la Conférence d'Europe Occidentale pour l'Espagne qui eut lieu à Londres en juin 1965. La suite logique en était de rassembler à Toulouse les forces de gauche,

partis, syndicats, associations et mouvements progressistes afin de soutenir les actions antifranquistes qui se déroulaient en Espagne, demander la libération des emprisonnés, envoyer des avocats observateurs aux procès intentés par Franco à ceux qui osaient lui tenir tête. Les Espagnols qui vivaient à Toulouse et dans la région nous soutenaient et participaient à nos manifestations. Leur action ne s'arrêtait pas là. Certains d'entre eux passaient et repassaient clandestinement la frontière pour soutenir et encourager les luttes en Espagne même. Dans les documents qui nous arrivaient d'Espagne à cette époque (clandestins, eux aussi) je retrouve les traces de ces actions où s'engageaient avec les anciens des jeunes ayant grandi sous la dictature : il y en avait dans les usines et dans les autres lieux de travail aussi bien que dans les universités et parmi les intellectuels. Beaucoup ne le savaient pas, mais le feu couvait sous la cendre.

**Yvette Lucas**

*Ancienne présidente du Comité Toulousain pour l'Espagne*

## Espagne : les enjeux de la mémoire rouge

**D**epuis 15 ans, je travaille sur la mémoire historique de la République et des Républicains espagnols, ces « rouges » qui les premiers affrontèrent le fascisme les armes à la main. Mon histoire personnelle, le « POEMARIO » autobiographique « MI GUERRA CIVIL » (Ed Atlantica), publié cet été, se confondent avec cette épopée, ce destin collectif. Depuis l'enfance, avec rage et déchirement, je cherche mon « image constitutive » dans cette histoire collective.

Avec mon ami d'aventure, le réalisateur Dominique Gautier, nous sommes auteurs de plusieurs documentaires, notamment deux sur les maquis espagnols de France et d'Espagne (« GUERRILLERO », « LES MAQUIS DE L'IMPOSSIBLE ESPOIR ») et d'un film plus récent (septembre 2005) sur l'ensemble du 20<sup>ème</sup> siècle espagnol, à travers la vie d'un ouvrier agricole andalou. « ESPEJO ROJO » (ROUGE MIROIR) est l'itinéraire d'un militant, depuis les insurrections paysannes de 1918 jusqu'à la « transition » (impunité, amnésie et monarchie contre démocratie bancaire), en passant par le Front populaire, la Guerre civile, les « camps de la honte » en France, la Résistance et Buchenwald. « ESPEJO ROJO » : un miroir qui réfléchit les luttes, les espoirs, les tragédies... et qui y réfléchit.

Lorsque nous avons commencé ce « travail de mémoire », nous l'avons entrepris contre l'oubli, l'enfouissement d'un passé qui dérangeait, parce que trop incandescent. Aujourd'hui, le danger n'est plus l'oubli, mais la « légende noire », la réécriture politicienne de cette histoire.

En Espagne, des « historiens » néo-franquistes mènent l'offensive. En France, dans « *La guerre civile et ses lendemains* » du très médiatique Bartolomé Bennassar, on peut lire, p. 457 : « *Durant la guerre civile, s'est déchaînée, de part et d'autre, la même volonté d'exterminer l'adversaire* »... Et cela se vend bien. Les nouveaux révisionnistes renvoient dos à dos « *les deux camps* » également responsables du déclenchement de cet « *inévitabile* » coup d'État militaire, la « *terreur rouge* » et la « *répression franquiste* », etc. Les héros deviennent des martyrs sacrifiés, parfois même des bourreaux. A la trappe luttes sociales, utopies humanistes, etc. Violentes, les masses républicaines n'étaient que des « *bouffeuses de curés* »...

Depuis le début des années 1990 fait florès une tendance visant à criminaliser tout un pan des acteurs de l'antifascisme : les plus résolus. Nos parents ne seraient que des marionnettes manipulées à des fins totalitaires par des chefs monstrueux ! Que le débat sur l'antifascisme rebondisse, soit l'enjeu de luttes idéologiques fortes, me paraît salutaire. Qu'il serve à posteriori à justifier les non-interventions (1936 et 1944-46), la lâcheté de la plupart, le

« plutôt le fascisme que les rouges », la volonté franquiste délibérée, planifiée, d'extermination, les crimes contre l'humanité, doit être combattu vigoureusement. C'est tout l'objet de nos documentaires et de nos écrits

Au nom d'une prétendue « *démystification* », les nouveaux révisionnistes fabriquent de nouvelles et très « *libérales* » mystifications : Franco n'était pas un tendre mais il a évité à l'Espagne le pire : le chaos révolutionnaire, la soviétisation... Le coup d'État « *casadiste* » de février 1939, ultime coup de poignard contre ceux qui refusent la défaite, est présenté comme « *nécessaire* » et « *démocratique* ».

Cette réécriture de l'histoire recompose la mémoire... au service de la recomposition politique néo-libérale en marche. Au diable les utopies, vive le pragmatisme, le réalisme ! Voilà pourquoi notre travail dérange les uns et surtout les autres. En déterrants ce passé, on récupère et réhabilite les utopies qui motivaient ces hommes, on contribue à faire se lever les Résistants d'aujourd'hui.

La valse hésitation du gouvernement PSOE en témoigne : la loi de récupération de la mémoire historique et de réhabilitation des victimes du franquisme promise pour 2005, est renvoyée aux calendes grecques afin de pouvoir englober « *toutes les victimes* » et « *satisfaire les deux camps* ». Insupportable ! Les associations de récupération de la mémoire historique ne veulent pas « *déterrer pour enterrer définitivement* ».

Le PSOE sait qu'un vrai travail de mémoire heurte encore l'Église, l'armée, la justice et pose la question même de la monarchie. Au moment où la justice espagnole se déclare compétente pour juger partout les crimes contre l'humanité, il reste encore en Espagne 30 000 disparus dans les ravins... La « *transition* » ne sera vraiment terminée que lorsque sera rétablie la République.

**Jean Ortiz**

(*tél CREA V : 05 59 90 34 90*)

### Espejo rojo

« *Canal Sur Dos Andalucía* » diffusera « *Espejo rojo* » samedi 14 janvier vers 22 heures dans le cadre de son programme « *Sesenta minutos* ». Le film fera l'objet d'une projection-débat, avec le héros Virgilio Peña, lors du 1<sup>er</sup> Festival du Livre de Cahors (46), les 3, 4 et 5 février (renseignements : charles.farreny@wanadoo.fr). D'autres projections-débats sont prévues à Rennes (35) et Castres (81). Des initiatives similaires sont envisagées à Elne (66), Prayols (09), Quint-Fonsegrives (31).

## COMMÉMORATIONS

# LA MADELEINE

Extrait de l'allocution prononcée le 24 août 2005, à La Madeleine,  
par le président de l'Amicale des Anciens Guérilleros et leurs Amis du Gard

**A**oût 1944, la défaite des puissances de l'Axe est loin d'être acquise. Les différents corps d'armée stationnés dans notre pays tentent de rejoindre l'Allemagne. Tel est le cas d'une colonne venue de Toulouse qui essaie de rallier la vallée du Rhône. Quand elle arrive au carrefour de la Madeleine, elle est stoppée par une poignée d'hommes décidés qui vont la contenir, l'immobiliser. Défendre ce carrefour, bloquer la progression des Allemands, protéger Alès tout juste libéré étaient les objectifs assignés aux 32 Guérilleros Espagnols (GE) commandés par Gabriel Pérez et Miguel Arcas, (« Victor » et aux 8 FTP français dirigés par Émile Capion (« Carlo »). Quant à Cristino García, chef de la 3<sup>e</sup> division des GE, il se trouvait à la Grand Combe, poste de commandement de cette formation. C'est à partir de cette cité minière qu'il a lancé l'opération. Grâce à leur courage, à leur expérience, acquise pour certains lors de la guerre d'Espagne, ces 40 hommes allaient supporter le premier choc de l'affrontement avec la colonne allemande. Ils allaient tenir seuls 2 heures durant.

Ce temps précieux gagné permettra l'intervention de l'aviation alliée, l'arrivée d'autres groupes de résistants qui compléteront l'encerclement et prendront part aux ultimes combats. La somme de tous ces engagements permettra la capitulation des Allemands. On dénombrera près de 700 prisonniers dont 178 blessés, 8 morts dont le commandant de la colonne allemande ; côté résistants : 1 blessé léger, mais surtout on déplore la mort d'un otage M. Perrier, tué par les Allemands.

Durant cette sombre période de notre histoire, la liberté de tous fut acquise grâce à l'action de quelques uns. L'oppression, la servitude, la démission furent les leviers du pouvoir pétainiste qui érigea en doctrine politique la haine de l'étranger, l'intolérance, l'exploitation des plus faibles. La traque des Juifs, des opposants communistes, socialistes ou autres, dissolution, la suppression des organisations syndicales, des partis politiques de gauche, l'épuration de l'administration, la révocation des municipalités républicaines, l'internement d'Auguste Bêchard député communiste d'Alès, de Georges Bruquier sénateur socialiste, deux élus ayant refusé les pleins pouvoirs à Pétain marquent l'offensive contre les libertés fondamentales. Pour asseoir sa propagande, son autorité, Vichy organise un appareil répressif très important :

**Juillet 40** : chantiers de jeunesse, sorte de service civil obligatoire marqué par l'embrigadement des jeunes vers les idées du Maréchal,

**Août 40** : Légion Française des Combattants (LFC), 18 000 membres dans le Gard diffusant les thèmes favorables au régime, surveillance et délation des compatriotes fichés opposants, dispersion des manifestations,

**Août 41** : sections spéciales, une justice sommaire aux ordres,

**Octobre 41** : charte du travail, syndicat unique obligatoire dont l'objectif principal est la « collaboration patronat-ouvriers » au service des nazis,

**Décembre 41** : création par Darnand du Service d'Ordre Légionnaire, même rôle que la LFC,

**Janvier 43** : la Milice, 700 membres dans le Gard à sa création, 350 en 1944, qui traquent les résistants, dénoncent, attaquent les maquisards aux côtés des Allemands,

**Février 43** : création du STO (Service du Travail Obligatoire) qui oblige les jeunes de 20 à 22 ans à travailler en Allemagne,

**Janvier 1944** : cours martiaux expéditifs. Dans le Gard : 110 condamnations à mort.

Le gouvernement de Vichy dispose dans le Gard d'environ 1000 policiers, 300 gendarmes, 200 gardes mobiles, plusieurs centaines de Miliciens. A quoi il faut ajouter les troupes allemandes (plus de 10 000 soldats). Néanmoins, le Gard est considéré par le délégué de Vichy, Corsaletti, comme l'un des départements les plus difficiles de la France occupée. Dans ce contexte, la bataille de la Madeleine restera la plus prestigieuse des victoires de la résistance gardoise, puisque la plupart des maquis y ont pris part. Elle symbolise aussi la contribution des Espagnols qui ont lutté une décennie durant contre différentes formes de totalitarisme : franquisme, pétainisme, nazisme. Évoquons 3 figures.

## Les trente-deux guérilleros qui ont stoppé les Allemands à La Madeleine

**S**elon le compte rendu fait par Aimé Vielzeuf, ancien correspondant pour le Gard du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale (cité dans « Guérilleros en Terre de France », livre édité par notre Amicale, sous la direction de Narcis Falguera, voir p. 145-148) la colonne allemande qui parvient à La Madeleine en début d'après-midi compte 700 hommes.

Elle est stoppée là, à 14 h 30, par le feu qu'ouvrent 32 guérilleros espagnols et 8 FTP français. A 18 h, 3 ou 4 avions de la Royal Air Force mitraillent les Allemands. A 19 h 30 les Allemands se rendent.

Notre camarade Ricardo Samitier a fait partie d'un renfort d'une vingtaine de guérilleros parvenus sur place à 16 h. Dans le livre qu'il vient de publier (voir note de lecture p. 10) il fournit la liste des 32 guérilleros qui ont été décorés de la Croix de Guerre avec étoile d'argent pour le fait d'armes de La Madeleine. Les voici. Commandant : Gabriel Pérez. Commandant-adjoint : Miguel Arcas (« Victor »). Lieutenants : Pedro Izquierdo, Antonio Fernández, Pedro Vicente. Soldats : Pedro Abellán (« El Churro »), Enrique Andrada, Luis Andrada, José Arcos, José Antonio Beades, Mariano Cales, Antonio Cuenca, Diego Cuenca, Tomás Gasso, Porfirio Herranz, Antonio Larroy, Francisco Larroy, Alonso Martín, Manuel Ornaque, León Otalora, Elias Piquer, Miguel Piquer, Jozsé Ramos (« El Gitano »), Vicente Rufau, Antonio Sánchez, José Sánchez, Juan Soler, Manuel Torres, Basilio Vega, Martín Vidal, Antonio Villatarsana, Miguel Villatarsana.

Selon Aimé Vielzeuf, le bilan côté allemand est de 8 morts, 178 blessés, 500 prisonniers. Signalons que le livre de Secundino Serrano (« La última gesta », Aguilar, Madrid, 2005), en général bien documenté et rigoureux, semble comporter ici quelques exagérations (ainsi, il parle de « 1 500 alemanes » et affirme que « los nazis dejaron casi cien muertos »).

HF

**Gabriel Pérez** : officier pendant la guerre d'Espagne, il fut un résistant de la première heure. Il commandait la 21<sup>e</sup> Brigade des GE, celle du Gard et, à ce titre, combattit à La Madeleine. Il participa à l'offensive du Val d'Aran d'octobre 1944, puis rentra en Espagne pour préparer un soulèvement, mais sera pris et fusillé à Santander en décembre 1945.

**Elias Piquer** : lorsque sa famille entre en France en février 1939, il a 14 ans. Son oncle Ignacio, déporté à Mathausen, y meurt en août 1941. Elias rejoint le maquis (GE FFI) dans le secteur de Saint Hippolyte du Fort. Il participe à de nombreuses opérations dont le combat de La Madeleine (aux côtés de son père Miguel). Début septembre, avec des centaines d'Espagnols, ils se regroupent à Mont-Louis dans les Pyrénées Orientales pour pénétrer en Espagne. Le 13 octobre 1944, il tombe dans un des affrontements qui précèdent l'offensive du Val d'Aran. Il avait 19 ans et repose avec 3 autres GE inconnus au cimetière de Benasque, (province de Huesca).

**Cristino García** : officier pendant la guerre d'Espagne, c'est un homme de terrain et un organisateur. Il participe à l'attaque de la prison de Nîmes en février 1943. En 1944 il commande la 3<sup>e</sup> Division des GE qui regroupe la 15<sup>e</sup> de Lozère, la 19<sup>e</sup> d'Ardèche et la 21<sup>e</sup> du Gard soit près de 600 combattants. Il rentre en Espagne en avril 1945 pour développer le mouvement de guérilleros dans les régions de Madrid et Ávila. Pris en décembre 1945, il sera fusillé à Madrid le 21 février 1946 ; A ses juges il déclara fièrement : « *Nous ne sommes pas les bandits que vous dites. Nous sommes l'avant-garde du peuple en marche pour sa liberté* ». Les campagnes de soutien organisées par les démocrates du monde entier, l'intervention du général de Gaulle, seront vaines. C'est dans ce contexte qu'il fut présenté comme le vainqueur de La Madeleine. En espérant le sauver de la mort, on lui attribua le commandement de cette bataille. Les promoteurs de cette version pensaient alors donner plus de force à la demande de grâce présentée par les autorités françaises. Hélas il n'en fut rien.

Le comportement de ces résistants étrangers invite à la méditation et donne sens aux vers de Rafael Alberti : « *Vous venez de très loin... Pourtant cette distance qu'est-elle pour votre sang qui chante sans frontière* ».

**Olivier Roux**

## A CAIXAS (Pyrénées Orientales) Inauguration d'un monument aux guérilleros espagnols

Samedi 5 octobre 2005, à Caixas, un Monument aux Guérilleros espagnols, réplique exacte du monument national de Prayols (voir l'image qui figure dans l'en-tête de notre bulletin) a été inauguré. Cette belle initiative, due à l'association « *Memoria* » d'Ille-sur-Têt, a réuni les maires d'Ille-sur-Têt, Elne, Caixas et d'autres. Narcis Falguera, président de notre Amicale et d'autres camarades de la section départementale des Pyrénées Orientales, étaient présents, ainsi que le général Josz, président du Souvenir Français, des représentants des autorités militaires, des porte-drapeaux d'associations d'anciens combattants.

Exclusivement dédiée aux guérilleros, cette cérémonie, fut très émouvante : hymne de Riego, dépôt de gerbes, hymne des guérilleros entonné par la chorale « *Memoria* ».

### ASSOCIATION

## Mémoire de l'Espagne Républicaine

**A**près 70 ans de combat, les exilés espagnols s'éteignent les uns après les autres, il appartient à leurs enfants de garder la lumière allumée de la République espagnole pour que les combats de leurs aînés ne disparaissent pas dans l'oubli ou la mauvaise conscience.

Depuis de nombreuses décennies, les filles et les fils sont restés accrochés aux parcours de leurs parents. En quête de reconnaissance, ils se sont contentés, trop souvent, de pousser le passé dans le présent. Il faut avouer qu'il est compliqué d'avoir des idées nouvelles. Pour les filles et les fils des républicains espagnols il est probablement plus difficile qu'à d'autres de s'arracher aux anciennes tellement le rêve de justice universelle les a habités depuis qu'ils sont tout mômes.

D'autre part, chez nos compatriotes espagnols, certains souhaitent aussi que plus rien ne change ! Notre devoir est de leur apporter un autre éclairage car nous trouvons aussi chez eux, à l'évidence, ceux qui veulent « pardonner » et ceux qui veulent oublier.

Trop de monde, dans notre société, s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde et cela ne favorise pas la propagation des valeurs humanistes. De plus, la fragmentation du corps social n'a jamais eu pour effet de rendre les citoyens plus autonomes mais au contraire, les aliénant, elle finit par les déraciner, les déresponsabiliser et en définitive en condamner cer-

tains à l'exclusion. La communauté hispano républicaine, en France, n'échappe pas à ce constat.

L'aliénation grandissante des individus, l'atomisation des structures associatives au niveau national, les relations parfois compliquées entre compatriotes et la nécessité de soutenir les actions menées pour la récupération de la Mémoire historique de l'Espagne républicaine nous imposaient de créer une association. C'est maintenant chose faite, elle se nomme : **Mémoire de l'Espagne républicaine**.

Nous appuyant sur un conseil scientifique, nous affichons l'ambition de défendre les valeurs humanistes et universelles de la République espagnole et déclinons trois orientations majeures consignées dans nos statuts : Faire vivre la Mémoire..., Informer, transmettre, rassembler..., Agir et se mobiliser pour soutenir les actions de récupération de la Mémoire et pour s'opposer à la réécriture falsificatrice de l'Histoire..., Michelet a écrit « *chaque époque rêve de la suivante* », il n'est pas trop tard pour nous ! Venez nous rejoindre ... *Todos unidos y Hasta siempre*.

**Raymond San Geroteo**

Contacts avec MER :

Raymond San Geroteo (président), 18 avenue des Camélias, 64290, Gan, 06 80 11 46 48, 05 59 21 80 79, raymond.san-geroteo@wanadoo.fr. Cotisation annuelle : 10 €.

**Actualités républicaines**

**Manuel Bravo Silvares Mariño**

de Víctor Manuel Santidrián Arias, Sada, Ediciós do Castro, 2005, 209 p.

La editorial Ediciós do Castro acaba de publicar un libro sobre un militante comunista gallego, Manuel Bravo Silvares, más conocido como *Mariño* (1909-2001).

¿ Quién es este personaje ? No resulta fácil encontrar una biografía tan intensa como la de *Mariño*. Manuel Bravo Silvares era una de esas personas que casi nunca citan los historiadores pero que están detrás de muchos grandes procesos. Quizás por eso, el proyecto inicial de grabar unas horas de cassette con la palabra de Manuel, acabó convertido en un proyecto de biografía.

Manuel Bravo repetía recurrentemente ciertos episodios que consideraba claves en su vida: la participación en la Guerra Civil y su trabajo como miembro del aparato del Partido Comunista de España (PCE) en Francia. La repetición de estos acontecimientos no sólo está relacionada con el carácter selectivo de la memoria, sino también con el hecho de que le permite identificarse con un mundo, el comunista, que da sentido a su existencia.

*Mariño* queda encuadrado en una de las generaciones del comunismo español, la de las gentes formadas bajo la influencia de la Revolución de 1917 y la generación de la República y del Frente Popular. Son gentes nacidas antes de la Guerra Civil, en los albores del siglo XX. Cubren, para bien y para mal, casi que toda la historia de este siglo. Son gentes que vivieron « *un siglo tan cruel como prodigioso y sus vidas fueron expropiadas por la Historia* », como decía Vázquez Montalbán. Muchos de ellos ya publicaron sus memorias. Todas ellas, la mayoría de dirigentes, tienen algo en común ; pero ¿ qué pasa con la militancia de base a la que pertenecía Manuel Bravo ? Responder a esta pregunta es uno de los objetivos de este libro.

Estas son algunas pinceladas sobre la vida de nuestro protagonista. Nació Manuel en la provincia de Ourense, en 1909, en una familia de origen campesino. Tuvo que emigrar para trabajar en las minas asturianas, donde comenzó su militancia política, primero en las filas anarquistas y, después, en las del Partido Comunista. Eran los años de la República, cuando Manuel trabajaba de cantero en Asturias, en Ávila, en Huesca.

Fue en Huesca donde le sorprendió la sublevación militar del 18 de julio de 1936. Tras formar parte de las milicias que se movilizaron para salvar la República, Manuel ingresó en el Ejército

Popular en el que alcanzó el grado de teniente. Estuvo en todas las grandes batallas de la Guerra Civil : en Madrid, en Málaga, en Belchite o en la batalla del Ebro. Herido durante el conflicto, fue de los últimos combatientes republicanos en cruzar la frontera por el Pirineo, camino del destierro. Un destierro que en su caso, como en el de otros cientos de miles, duró casi cuarenta años. Un destierro que le quitó incluso la identidad porque Manuel, durante esos cuarenta años franceses, siempre vivió clandestino.

Al salir de España, *Mariño* estuvo internado en varios campos de concentración. De uno de ellos fue deportado pero, afortunadamente, pudo huir del tren que lo transportaba a la Alemania nazi. Fue uno de los guerrilleros que participó en la llamada "invasión" del Valle de Arán.

Desde los años cuarenta fue miembro del aparato del Partido Comunista en Francia. Entre sus responsabilidades estaba la de manufacturar maletas, bolsos e bandejas, por ejemplo, o la de construir los dobles fondos de los automóviles en los que se trasladaba la propaganda desde Francia al interior de España. Domingo Malagón, otro de esos militantes "grises" a los que todos debemos muchas de las libertades de las que hoy gozamos, se refiere a *Mariño* como "un verdadero manitas, muy imaginativo y perfeccionista". Otras memorias de vencidos, concretamente las de Sixto Agudo, hablan también del trabajo de *Mariño* en los tiempos del nazismo cuando "ayudado por otros camaradas de Toulouse, recibía la propaganda en Vaucluse y la distribuía a las organizaciones del Partido, a las unidades de guerrilleros y a las estafetas encargadas de introducirla en España. Trabajo duro y lleno de riesgos, que tenía que salvar los rigurosos controles de las SS y de la Gestapo".

Ya en los años sesenta, *Mariño* participó en la creación del Partido Comunista de Galicia y fue miembro de su primer Comité Central. Regresó definitivamente a Galicia en los años noventa. Recibió el Premio 10 de Marzo otorgado por el Sindicato Nacional de Comisiones Obreiras de Galicia en 1998.

**Víctor Manuel Santidrián Arias**

Fundación 10 de Marzo, Sindicato Nacional de Comisiones Obreiras de Galicia

**Soutiens**

<b>Cotisations,</b>	
OVIEDO Migue . . . . .	23
FARRENY Charles . . . . .	20
<b>Aide au bulletin</b>	
BES Dominique . . . . .	30
CASSAGNE Roger et Chantal . . . . .	15
MARSA Raymond . . . . .	30
SAMITIER Ricardo . . . . .	30
SÁNCHEZ AGUSTÍ Ferrán . . . . .	50
SAN GEROTEO Gonzalo . . . . .	15
SAN GEROTEO Raymond . . . . .	60
<b>Aide à l'amicale</b>	
GALLARDO Libertad . . . . .	50
LOISEAU Odette . . . . .	50
SAN GEROTEO Raymond . . . . .	100

**Appel à cotisations**

Le bureau de l'Amicale rappelle à tous les camarades qui ne l'auraient pas fait qu'ils peuvent nous faire parvenir leur cotisation au n° de CCP qui figure en tête du bulletin : 1491-76 P Toulouse. Merci de préciser qu'il s'agit de la cotisation. Le timbre de l'année en cours sera envoyé par retour de courrier.

**Bulletin n° 100**

A l'occasion de la parution du n° 100 du bulletin, le bureau de l'Amicale et la rédaction du bulletin remercient vivement tous ceux qui participent à sa publication.

Amis lecteurs, n'hésitez pas à prendre la plume pour proposer des articles ou communiquer des informations : AAGEF, 27 rue Émile Cartailhac, 31000 Toulouse (email : AAGEF@free.fr).

**Avis de décès**



Anita Winter Flesh, résistante déportée, militante pour la Paix et les Droits de l'Homme, est partie pour son dernier voyage le 29 octobre 2005. Elle a été enterrée au cimetière de Baden lors d'une cérémonie pleine d'émotion. Aux familles Winter, Allard, Monthuis, Venrie, Bieux et Boumédiène, nous exprimons toute notre sympathie.

**Terre de fraternité**

L'association Terre de Fraternité, présidée par notre ami l'Ariégeois Guy Saurat, impulse un travail de récupération de la mémoire historique qui réunit des collectivités territoriales des deux côtés des Pyrénées. Les 11, 12 et 13 novembre dernier elle a invité des représentants des Amis des Combattants en Espagne Républicaine (ACER), de l'association allemande KFSR (voir page 2) et de notre Amicale, à rencontrer des élus de l'Ariège, de la région de Corbera de Ebro et de la Généralité de Catalogne.



**et résistantes espagnoles**

## La guerrilla en 1945. Proceso a dos jefes guerrilleros : Ramón Vías y Alfredo Cabello Gómez-Acebo

de José Aurelio Romero Navas, Biblioteca Popular Malagueña, Málaga, 1999, 311 p

Fruit d'années de recherches rigoureuses, ce livre raconte de manière méticuleuse, pédagogique (et finalement très émouvante) le combat, le procès et la mort de deux héros de l'antifascisme. Ramón Vías, né à Madrid, coutelier de profession, fut un militant de l'UGT, participa à la Révolution des Asturies et rejoignit le Parti Communiste d'Espagne pendant la guerre civile. Arrivé à Málaga en 1944, il y crée le « *Sexto Batallón* ». Deux fois il est arrêté et deux fois il s'évade ; il est abattu au terme d'une chasse à l'homme le 25 mai 1946. Le communiste Alfredo Cabello Gómez-Acebo rentre en Espagne le 3 septembre 1945 par la frontière française. Il se rend à Málaga pour organiser la *Union Nacional Española*. Arrêté un an plus tard, il est exécuté le 5 mars 1948. ♦ Lorsqu'il a entrepris, en 1996, d'écrire ce livre, l'auteur venait de soutenir, à l'Université de Málaga, une thèse de doctorat en histoire, forte de 2000 pages, sous le titre : « *La inquietud político-social en la provincia de Granada y en la zona oriental de la provincia de*

*Málaga durante los años 1937 a 1947 : Huidos, partidas y guerrilla* ». De cette somme, l'auteur a su tirer un livre exemplaire quant à ce que peuvent faire des historiens compétents : un travail de synthèse très élaboré, fondé sur une analyse nourrie et fouillée, afin de restituer fidèlement l'Histoire, telle qu'elle fut, sans préjugés et sans trahir. ♦ Le livre s'achève par une lettre de Ramón Vías écrite en novembre 1945 : « ... *Yo, Ramón Vías Fernández, patriota español, combatiente por la libertad en las filas de las Naciones Unidas, condenado a muerte por el régimen de Vichy, combatiente en España en una agrupación de patriotas armados en lucha por la libertad y la democracia, desde la cárcel de Málaga, con el cuerpo destrozado y mi carne hecha jirones por las torturas y apaleamientos, me dirijo a todo el mundo democrático, a todos los patriotas españoles para acusar al régimen franquista y denunciar su bárbara política fascista de terror...* ». Honneur à Ramón Vías et Alfredo Cabello Gómez-Acebo.

## Censo de guerrilleros y colaboradores de la agrupación guerrillera de Málaga-Granada

de José Aurelio Romero Navas, Biblioteca Popular Malagueña, Málaga, 2004, 430 p.

Dans ce nouveau livre, tout aussi rigoureux et fouillé que le précédent, l'auteur, professeur à l'université de Málaga, a rassemblé des données biographiques et historiques concernant plus de 500 (cinq cents) guérilleros, tant des participants actifs dans la lutte « *en la sierra* », que leurs agents de liaison, collaborateurs ou « *guerrilleros de llano* » (guérilleros de la plaine, c'est-à-dire de l'arrière). Tous ces hommes et femmes jouèrent un rôle dans la guérilla qui lutta dans la région de Málaga-Grenade, autour de 1945-1950. ♦ En introduction, l'auteur souligne : « *que ce recensement résume la vie de centaines d'êtres humains qui souffrirent terriblement ; que personne, un minimum sensible, ne peut le lire sans considérer en chacun de ceux qui apparaissent, le drame d'une vie brisée et chargée d'angoisse* ». ♦ Grâce à José Aurelio Romero Navas, ce sont les noms, le souvenir, de plus de 500 personnes, qui ont été ainsi ramenés à la lumière, déterrés en quelque sorte. Rien que pour la région de Málaga-Grenade... On imagine le retard qu'il faut combler quant à la connaissance de la Résistance dans toute l'Espagne... Et pour la Résistance des Espagnols en France ?

## La guerra en singular

Testimonios de combatientes españoles en la liberación de Francia (1939-1945)  
recogidos por Antonio Arévalo, Ediciones El Cruce, Madrid, 2004, 311 p.

♦ Sebastián Tolo Sallent, président de notre section de l'Hérault, né à Lérida, s'engage à Barcelone, en 1936 : il avait 19 ans. Formé à la caserne Karl Marx, lieutenant, puis commandant de la place de Falset (Ebre), il est blessé à la veille de Noël 1938. Après le camp de concentration de Saint-Cyprien, il connaît les Compagnies de Travailleurs Étrangers dans les Alpes puis l'Ariège. Parvenu dans le Gers, il s'engage dans la Résistance française, puis, militant à la UNE il devient l'un des cadres de la 35<sup>e</sup> brigade de guérilleros, sous le commandement de « *Camilo* » (Tomás Guerrero Ortega). ♦ Ángel Álvarez, a été un des responsables de notre section du Gard. Sa famille émigre d'Espagne à Alès en 1928. Il a 10 ans quand Franco se soulève. Son père, mineur, âgé de 47 ans part combattre en Espagne et tombe à la tête d'un groupe de « *dinamiteros* ». Ángel, mineur aussi, s'engage très tôt dans la Résistance. Condamné à mort mais remis aux Allemands pour être déporté il s'échappe et reprend sa place parmi les guérilleros. En 1950 il fut l'une des victimes de la rafle « *Bolero-Paprika* » (voir pages 10 et 11). ♦ Neus Catalá, *Pauline Roger* dans la Résistance, raconte la dureté de la déportation à Ravensbruck. ♦ Francisco Sicilio, natif de Cordoue, gravement blessé pendant la guerre d'Espagne, explique son engagement dans les FTP de Haute-Vienne, puis dans les guérilleros pour partir au Val d'Aran. ♦ Rafael Gandía, est président de notre section de Haute-Garonne. Murcien, mécanicien, il s'engage en 1936, à 18 ans dans « *El Quinto Regimiento* » et termine la guerre comme capitaine sous les ordres de Enrique Líster. Après un an à Argelès, il commande 150 hommes dans un chantier forestier des Pyrénées orientales qui devient un point d'appui des guérilleros. Il participe comme chef de bataillon (*Martín*) à l'occupation de Prades, les embuscades de Valmanya, Pont de Reines, la libération de Céret... Après celle de Perpignan, pendant 2 ans il va et vient clandestinement en Espagne comme agent de liaison du PCE. ♦ Luis Royo, Barcelonais, engagé à 17 ans, termine la guerre comme sergent du « *Servicio de Información Militar* ». Après 9 mois de captivité au camp d'Agde, il tra-

vaillé à proximité. Communiste mais isolé, il s'engage dans la Légion étrangère, ce qui le met en position délicate lors du débarquement américain en Algérie. Ensuite il rejoint la Division Leclerc. Il évoque ses camarades communistes, socialistes, anarchistes. Sa compagnie, « *La nueve* », est débarquée en France début août 1944. Il conduit l'auto-mitrailleuse « *Madrid* » qui entre à Paris le 25 août, au lendemain de la Libération de Paris. Quelques semaines après, dans les Vosges, il est grièvement blessé. ♦ Daniel Hernández, né à Almería, avait 12 ans et vit à Oran quand la guerre d'Espagne éclate. Lorsque les Américains débarquent près d'Oran (novembre 1942), il s'engage à leurs côtés. Puis il rejoint la 9<sup>e</sup> compagnie (« *La nueve* ») du 3<sup>e</sup> bataillon du Régiment de Marche du Tchad, dont le commandant est Joseph Putz. En mars 1944 ces troupes embarquent pour l'Écosse. Le 24 août au soir il parvient à l'Hôtel de Ville de Paris dans l'auto-mitrailleuse « *Guadalajara* ». Il fait partie des troupes qui atteignent les premières Dachau puis le « *Nid d'aigle* » d'Hitler. Mais *la guerre n'est pas finie* : il part combattre les Japonais et participe à la libération d'Hanoï. ♦ Sept récits très précieux et intéressants. ♦ On aurait aimé cependant que l'interviewer (Antonio Arévalo) s'applique à fournir quelques repères (dates notamment) et qu'il évite nombre d'approximations (quant aux noms et aux lieux notamment).  
HF

Le 3<sup>e</sup> RMT faisait partie de la Division Leclerc. Joseph Putz, ancien brigadiste, a été tué par un obus dans la poche d'Alsace le 28 janvier 1945. Il était alors lieutenant-colonel. Décorations : officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 14-18 (4 citations), Croix de guerre 39-45 (4 citations), Compagnon de la Libération.



**Notes de lecture****La vie d'un réfugié espagnol en Cévennes**

**De la guerre d'Espagne au maquis cévenol. Mémoires de Ricardo Samitier Verdú, Lacour éditeur (Nîmes, [www.livres-regionaux.com](http://www.livres-regionaux.com)), juillet 2005, 200 p., 20 €**

Lorsqu'en juillet 1936 éclate le soulèvement contre la République espagnole, l'auteur est âgé d'à peine 16 ans. C'est assez pour qu'il participe à la résistance antifasciste de sa ville natale, Lérida, avec des miliciens du *Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM)*, puis milite aux *Joventuts Socialistes Unificades de Catalunya (JSUC)*. En mars 1938, après le bombardement de Lérida par l'aviation allemande, il est conduit à reprendre les armes, cette fois sur le front de l'Ebre. La Retirada l'amène, le 7 février 1939, au camp de concentration de Saint-Cyprien (Pyrénées Orientales). Le 6 mai 1939 il est embrigadé dans la 18<sup>e</sup> Compagnie de Travailleurs Étrangers ; on l'envoie travailler dans les Alpes Maritimes, les Basses-Alpes, la Somme, l'Aisne. Le 6 mai 1940 il retourne en camp de concentration ; cette fois à Bram (Aude), où il restera moins de 2 semaines ; il est embauché par un paysan en Lozère. En 1942 il devient responsable de la *Unión Nacional Española (UNE)* pour la Lozère, organise une section du *Partido Comunista de España (PCE)*, diffuse *Reconquista de España (UNE)*, *Mundo Obrero (PCE)* et *Treball (PSUC)*. En 1943 il forme un groupe de FTP. Avec les guérilleros espagnols et les FTP-MOI il prend part aux combats de La Rivière, La Devèze, La Madeleine. En octobre

1944, avec les 15<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> Brigades des Guérilleros espagnols, en provenance du Gard, de la Lozère et de l'Ardèche, il participe à l'offensive du Val d'Aran. Le 1<sup>er</sup> décembre 1945 il est embauché à la mine de charbon de la Grand-Combe (Gard) où il travaillera jusqu'en 1974.

L'ouvrage comporte nombre d'informations intéressantes. Certains points méritent ajustement ; ainsi p. 98 il est question d'un discours de Santiago Carrillo dans une salle de théâtre à Montréjeau (Haute-Garonne) ; du contexte il ressort que cet événement aurait eu lieu dans la 2<sup>e</sup> quinzaine de septembre 1944, en tout cas bien avant l'offensive du Val d'Aran (19 octobre) ; voilà qui est étonnant car il est ordinairement admis que Santiago Carrillo n'est rentré en France et arrivé à proximité du Val d'Aran qu'au moment où Vicente López Tovar donnait l'ordre de retraite (27 octobre).

Témoignage personnel brut, le livre de notre camarade Ricardo Samitier est à verser au fond de matériaux – précieux – qu'il faut continuer à recueillir, lire et analyser pour connaître et comprendre l'engagement multiforme des républicains espagnols. Merci Ricardo.

HF

**L'Europa de Franco**

**L'esquerra antifranquista i la « çaça de bruixes » a l'inici de la guerra freda. França 1943-1951.**

**Jordi Guixé i Coromines (publié en catalan, prologue de Ricard Vinyes. épilogue de Josep Benet).**

**Publicacions de l'Abadía de Montserrat (Barcelona, [www.pamsa.com](http://www.pamsa.com)), septembre 2002, 255 p., 14,90 €**

En septembre 1950, 5 ans à peine après la Victoire contre les puissances de l'Axe, il s'est trouvé un gouvernement français pour vouloir arrêter et expulser de métropole *sans jugement* des centaines de militants antifascistes étrangers, qui pour la plupart avaient participé activement à la Libération de la France. Le coup de filet policier fut préparé sous le nom de « opération Boléro-Paprika ». Cet opération est le point de départ d'un livre publié par un jeune étudiant en histoire catalan, avec les encouragements de deux historiens chevronnés, catalans aussi : Ricard Vinyes<sup>(1)</sup> et Josep Benet.

L'auteur introduit son travail en soulignant que l'opération Boléro-Paprika n'est pas une opération policière anodine. D'abord par son ampleur (voir encadré, p. 11), mais aussi parce que « [elle] représentait la concrétisation politique de la Guerre Froide sur l'exil ; [elle] représentait l'acceptation de Franco comme chef d'État par l'environnement occidental ; [elle] représentait la collaboration sinieuse entre les polices espagnole et française et les persécutions des républicains espagnols en France par le Servicio Exterior des services secrets espagnols ... ».

L'un des mérites de cet ouvrage est de diffuser, en Espagne au moins (le livre semble largement ignoré au Nord des Pyrénées) une documentation inédite ; en particulier, la liste officielle des 404 personnes visées par cette opération ; la liste officielle des 288 personnes effectivement appréhendées (avec quelques précisions sur les lieux d'arrestations, les lieux d'assignation, les conditions d'« accueil »...) ; mais aussi des extraits de correspondances et rapports rédigés par des diplomates, des policiers, des responsables politiques ou administratifs français ou espagnols, qui montrent bien qu'il s'agissait d'asseoir le régime de Franco en frappant la

**principale base arrière de la lutte antifranquiste.** Ce livre confirme l'inanité des prétextes fournis *a posteriori* à l'opinion publique selon lesquels il s'agissait de démanteler des réseaux de partisans prêts à faciliter l'invasion de la France par l'Armée Rouge ! NB : ni les autorités policières, ni les autorités politiques (voir encadré, p. 11) ne se donnèrent la peine de fournir la moindre preuve. **En levant ingratement la main contre la partie de l'exil espagnol la plus engagée contre la dictature franquiste, le gouvernement français parachevait ce que nous appelions lors du colloque de l'Amicale à Toulouse (Université du Mirail, décembre 2004, voir bulletin n° 96) « la 2<sup>e</sup> non-intervention » : les peuples d'Espagne étaient une nouvelle fois abandonnés.**

L'exposé de Jordi Guixé appelle quelques observations critiques.

Pour ce qui concerne l'opération « Boléro-Paprika » proprement dite, l'auteur prend fortement appui sur le travail original (identification des documents d'archives et analyses) que Phryné Pigenet a publié trois ans auparavant dans la Revue d'histoire moderne et contemporaine (n°46-2, avril-juin 1999) sous le titre ; « L'opération « Boléro-Paprika » ou la protection des étrangers à l'épreuve de la Guerre Froide » (on peut contacter l'auteur : [phryne.pigenet@laposte.net](mailto:phryne.pigenet@laposte.net)). Cependant l'apport de Phryné Pigenet n'est pas examiné, ni même signalé : son article est à peine cité et trop tardivement (page 157).

Quoiqu'il ait été bienvenu d'avoir l'intention de décrire et analyser « Boléro-Paprika » comme une étape-clé du retour en grâce du régime franquiste en Europe, le titre « L'Europa de Franco » est trop peu soutenu par le contenu effectif de l'ouvrage.

L'auteur indique, à tort, que la *UNE (Union Nacional Española)* se constitue après la publication d'un manifeste du Comité central du *PCE (Partido Comunista de España)* en septembre 1943 (page 62) ; en fait la *UNE* a été lancée deux ans auparavant ; courant 1942 la police avait déjà dénombré et démantelé des dizaines de comités de la *UNE* aussi bien en Zone Occupée qu'en Zone Libre<sup>(2)</sup>. L'auteur écrit que la IV<sup>e</sup> République française a duré du 6 juillet 1944 au 6 mars 1952 (page 69) ; en vérité ladite République a été abattue par le coup d'état gaulliste du 13 mai 1958. En un surprenant raccourci, qui semble inspiré par des références fréquentes à Santiago Carrillo, l'auteur affirme (page 110) que : « *la direction du PCE en France passe aux mains de Jesús Monzón, lequel, en septembre 1941, avait mis en marche le programme de la UNE. Monzón rentra en Espagne, où il destitua Castro García Roza qui avait été placé par le Comité Central à la tête de la délégation d'Espagne. Devant ce changement politique concernant la UNE, le Bureau décida d'exclure Monzón*

*qui ensuite fut condamné à trente ans de prison par un Conseil de guerre à Madrid* » ; l'auteur semble méconnaître le rôle réel de Jesús Monzón (et l'extrême animosité de Santiago Carrillo à son égard<sup>(3)</sup>) tel qu'il est connu selon diverses études et témoignages<sup>(4)</sup>.

Il eut été intéressant que l'auteur se penche davantage sur les listes nominatives qu'il publie. Certains des noms de la liste publiée de personnes *arrêtées* (288) ne figurent pas dans la liste publiée de personnes (404) *visées* par la rafle. Les noms des personnes visées qui échappent à la rafle (voir en partie dans l'encadré ci-dessous), et les circonstances, méritaient quelques commentaires.

Néanmoins, le coup de projecteur de Jordi Guixé sur des fonds officiels trop rarement considérés est bienvenu : il devrait contribuer à attirer l'attention sur ce gros trou de mémoire<sup>(5)</sup> de « l'Histoire de France ».

HF

(1) Auteur notamment de : « *El soldat de Pandora, una biografía del siglo XX* » qui retrace les combats de notre camarade Sebastián Piera (voir bulletin n° 98).

(2) Voir par exemple, David Wingeate Pike : « *Jours de gloire, jours de honte. Le Parti Communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950* » (Sedes, Paris, 1984). Cet historien anglo-saxon fut un des tout premiers à consulter la documentation sur l'opération Boléro-Paprika, quoiqu'avec un fort préjugé anticommuniste (noter le doux euphémisme : « *départ en 1950* »). Voir aussi dans notre bulletin n° 99, les informations relatives à « L'affaire Reconquista de España », en juillet 1942 en Lot-et-Garonne.

(3) Jesús Monzón a été exclu du PCE en décembre 1947 alors qu'il était emprisonné en Espagne depuis juin 1945. En juin 1948 il a été condamné à 30 ans de prison. Il a été libéré en janvier 1959. Après la « transition », le PCE re-légalisé a « réhabilité » Jesús Monzón. Il était déjà mort.

(4) Outre l'ouvrage de David Wingeate Pike mentionné ci-dessus, on peut citer « *Derrotas y esperanzas, la República, la Guerra Civil y la Resistencia* » de Manuel Azcárate (Tusquets editores, Barcelona 1994) et « *Jesús Monzón, el líder comunista olvidado por la Historia* » de Manuel Martorell (Pamiela, Pamplona, 2000).

(5) Sur ces événements de septembre 1950, recommandons aussi l'excellente étude d'Enrique Líster (fils) : « *L'interdiction du parti communiste espagnol en France* », publiée en 2003, dans une revue allemande ("Beitrag zur Geschichte der Arbeiterbewegung", n° 3). On peut contacter l'auteur via : enrique.lister@freesbee.fr.

## Boléro-Paprika : une page noire de l'Histoire de France

Le 7 septembre 1950, à 5 h du matin, une grande rafle est déclenchée un peu partout en France en vue d'arrêter 404 militants antifascistes. Le volet « *Bolero* » de l'opération visait des communistes espagnols (ou présumés tels) qui devaient être déportés en Corse ou Algérie (en principe). Le volet « *Paprika* » visait des communistes d'autres nationalités qui devaient être expulsés « *vers les frontières de l'Est* » (*in fine* : URSS, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Allemagne de l'Est). En fait, au 9 septembre les archives policières dénombrent 288 arrestations : 177 Espagnols, 59 Polonais, 14 Soviétiques, 13 Italiens, 6 Hongrois, 5 Tchécoslovaques, 4 Grecs, 4 Roumains, 4 apatrides, 2 Bulgares. 61 Espagnols furent dirigés vers la Corse, 84 vers l'Algérie, 32 vers « *les frontières de l'Est* ».

L'Espagne franquiste suit l'opération de près : dès le 8 septembre la nouvelle des arrestations de la veille paraît dans *Arriba, La Vanguardia* et le *Diario de Barcelona*.

Parmi les personnes visées par la rafle mais qui y échappèrent on peut noter : Francisco Antón, Santiago Carrillo, Fernando Claudín, Luis Fernández, Ignacio Hidalgo de Cisneros, Enrique Líster, Vicente López Tovar, Antonio Mije, Vicente Uribe. Courant 1951, 13 autres communistes espagnols furent déportés en Corse (dont Sebastián Piera, témoin toujours vivant et actif, voir note 1 ci-dessus). Les 18 et 20 juin 1951, 2 navires polonais emportèrent 57 des déportés espagnols de Corse vers la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Le 2 juillet 1951 un autre navire polonais embarqua 54 des déportés espagnols d'Algérie. Pour ceux qui restèrent en Algérie ou en Corse la liberté demeura restreinte longtemps. C'est ainsi que Sebastián Piera et son épouse Trinitat Revoltó durent pointer tous les dimanches à la gendarmerie pendant 17 ans.

Peu avant la rafle, le gouvernement avait interdit les publications suivantes : *Nuestra Bandera, Lluita, Mujeres Antifascistas, El Obrero Español, Juventud, Solidaridad Española, Partidarios de la Paz, Euskadi Roja, Mundo Obrero*. Au moment de la rafle sont déclarées dissoutes et illégales un certain nombre d'organisations dont : le *PCE*, le *PSUC*, le *PC d'Euskadi*, *Los Amigos de Mundo Obrero, Las Mujeres Antifascistas, Las Juventudes Socialistas Unificadas de España, Solidaridad Española* et l'Amicale des Anciens FFI espagnols, première forme de notre Amicale actuelle.

Le gouvernement qui a commis ces méfaits, en place depuis juillet 1950, était présidé par René Pléven (UDSR : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance) ; il tomba en mars 1951. Il comprenait 22 ministres et 11 secrétaires d'État répartis comme suit : 9 socialistes (Guy Mollet, Jules Moch, Pierre Olivier Lapie, Gaston Defferre, Albert Gazier, Pierre Métayer, Eugène Thomas, Max Lejeune, Lucien Coffin), 9 MRP (Mouvement Républicain Populaire : Jean Letourneau, Robert Schuman, Jean-Marie Louvel, Pierre Pflimlin, Paul Bacon, Pierre Schmitter, André Monteil, Robert Buron, Jules Catoire), 8 radicaux (Rassemblement des Gauches Républicaines : René Mayer, Henri Queuille, Edgar Faure, Charles Brune, Paul Giacobbi, Maurice Bourgès-Maunoury, André Maroselli, André Morice), 4 PRL (Parti Républicain de la Liberté : Maurice Petsche, Antoine Pinay, Louis Jacquinet, André Guillant), 3 UDSR (outre René Pléven : Eugène Claudius-Petit et François Mitterrand). Les responsabilités de ces hommes et partis, quant à l'affaiblissement de la lutte contre la dictature en Espagne, et donc sa pérennisation, ne doivent pas être oubliées.

# Les guérilleros espagnols en Bretagne

Les républicains espagnols ont payé un lourd tribut en Bretagne. Dans un rapport de Louis Pétri<sup>(1)</sup>, responsable FTP d'Ille-et-Vilaine, il est confirmé que les premiers groupes de Résistance de la *Union Nacional Española* (UNE) s'organisent en Bretagne début avril 1942. La Résistance espagnole de l'Ouest se constitue à partir des structures clandestines des CTE, transférées en 1941 vers les chantiers Todt, animées par les militants du PCE, du PSUC et des JSU. Rennes, Brest, Saint Malo, Redon, Lorient, Châteaubriant Nantes et Saint Nazaire restent les hauts lieux de la Résistance des guérilleros espagnols. Sabotages, destructions, attentats sont perpétrés contre les installations militaires allemandes et les infrastructures d'énergie et de communication. En juin 1942 débute la grande offensive de la police française et de la Gestapo contre les républicains espagnols. Dans les départements bretons, on dénombre alors 500 combattants parmi les dizaines de milliers de compatriotes. Rendons hommage aux héros :

**A Nantes, Châteaubriant et Saint Nazaire :** Soixante six guérilleros, dont tous les dirigeants, sont pris dans la rafle et acheminés vers la prison de la Santé à Paris. vingt guérilleros sont déportés et le 13 février 1943 six sont abattus (voir annonce de commémoration ci-après). En juin 1944, sept autres camarades sont fusillés dans la forêt de Saint Sauvant (Poitiers).



## Près de Nantes : Carré des fusillés espagnols

Dimanche 12 février, dans le Carré des fusillés espagnols du cimetière de La Chapelle Basse Mer (près de Nantes), sera inaugurée une stèle destinée à pérenniser le souvenir des 6 résistants espagnols abattus le 13 février 1943. Notre président Narcis Falguera a été convié à cette cérémonie organisée par le Comité départemental (Loire-Atlantique) du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes.

**A Saint Malo :** en novembre 1943 la résistance espagnole est décimée une première fois. Le 22 mars 1944 toute la nouvelle équipe est arrêtée puis déportée, les deux chefs Medina et Alonso Santiago (« *El Chato* ») sont fusillés.

**Dans les îles anglo-normandes Jersey, Guernesey et Aurigny :** la mortalité dans les camps est importante et quelques dizaines de républicains espagnols périront.

**A Rennes :** une dénonciation sonne le glas de la communauté républicaine espagnole. Le 20 mars 1944 des coups de filet se succèdent et de nombreux espagnols sont arrêtés. Quelques jours avant la Libération, Garcia et Iñigo Portillo à Rennes et Filo à Vannes seront fusillés. Puis, tous les guérilleros du groupe rennais (sauf Enrique Alonso) tombent dans les mains de la Gestapo. Neuf d'entre eux Pedro Flores (chef du groupe, photo ci-contre), Leoncio Molina, Antonio Sebastián, Teofilo Tuerado, Ramon Nieto, Lorenzo Romero, Tomas Hernández, Dionisio García, Antonio Barrios sont fusillés dans la caserne du Colombier avec vingt trois résistants français le 8 juin 1944. Soixante cinq autres républicains espagnols sont déportés sans procès Beaucoup ne reviendront pas de ce voyage de l'horreur. Une stèle, place du Colombier à Rennes, rappelle cette sauvage répression. Le Maire de Rennes, Edmond Hervé, honore de sa présence la commémoration du souvenir depuis 1985. Les drapeaux républicains flottent chaque année, le temps de la cérémonie, à côté de ceux de l'Armée et de la Résistance françaises.



**A Brest :** le réseau des guérilleros tombe le 28 mars 1944. Ils sont transférés à la prison Jacques Cartier de Rennes puis quittent la Bretagne pour Compiègne avec leurs camarades rennais et nantais. Ils partiront tous vers Dachau en compagnie de Leon Carrero, responsable national.

**Dans d'autres régions de Bretagne** où il n'y avait pas de groupe espagnol de combat, des camarades s'incorporent dans les unités de la résistance française et participent aux combats dans les départements de l'Ouest. Certains d'entre eux périront pendant les affrontements.

**Raymond San Geroteo**

Parmi nos sources :

- Entretiens avec Valeriano Verges, 90 ans. Palacio, Juan Montero et Alfonso Hernández et lui, organisèrent la résistance espagnole en Bretagne en liaison avec la direction de Paris.
- *Guérilleros en Terre de France*, édité par Le temps des cerises, Narcisse Falguera, 2<sup>e</sup> édition : 2004.
- *La mémoire retrouvée des Républicains espagnols. Paroles d'exilés en Ille-et-Vilaine*, Éditions Édilarge (Ouest-France), Isabelle Matas et Gabrielle García : 2005.

(1) Ouvrier carrier, combattant des Brigades internationales, « *commandant Tanguy* » dans la Résistance.

**RÉSISTANCES MÉMOIRES**  
ET  
**FRATERNITÉ**

1 S'il te reste	1'03	11 Un autre temps	5'01
2 Le mercenaire	1'15	12 Sous le ciel de France	0'56
3 Le passage	1'33	13 Le corbeau	1'10
4 Paul	0'57	14 Espérance	1'58
5 Statues	0'56	15 Douze p' tits gars	1'50
6 Pépé	2'50	16 Dune après dune	1'16
7 Le jardin potager	2'45	17 la Cité des pattes	3'40
8 Peuple de France	3'11	18 Jour de neige	1'12
9 L'exil	1'02	19 Où le fer parle	4'05
10 Notre palais	1'26	20 La feuille de cerisier	0'40

Textes Christian Tarroux

Lors de la 2<sup>e</sup> Marche Populaire Prayolaise, organisée par l'association « Résistances, Mémoires et Fraternité » le 7 mai 2005, Christian Tarroux a déclamé 20 poèmes de sa composition. Ils sont maintenant réunis en un CD. Pour les découvrir on peut contacter l'auteur : marges@wanadoo.fr.

## « La poesía es arma cargada de futuro »

### Exil [extrait]

Ils sont partis  
Avec un maigre bagage  
Sans papiers,  
Sans passeports,  
Sans autre nom qu'un visage,  
N'ayant plus pour toute maison,  
Qu'un bout d'horizon,  
Pour terre, qu'une île d'espoir  
Qu'ont tous les frères d'exil.

Ils sont partis  
Avec une prison d'angoisse  
Pour poser leurs pas  
Sur quelques mètres carrés  
De terre libre...

**Christian Tarroux**

### Vivir con ilusión

Soy un hombre sincero  
Como el árbol de la palma  
Antes de morir yo quiero  
Escribir versos con calma  
Para decir en ellos  
Lo que yo tengo en el alma...

### Si las montañas hablaran

Montañas del Canigó  
Con habilidad y paciencia  
Protegíais los guerrilleros  
Que luchaban en la Resistencia.  
Fuistes lugar de descanso  
De españoles y franceses...

**Rafael Gandía**